

Allocution – Assemblées annuelles 2010 de la BAD - Pays-Bas

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Je tiens à remercier le Gouvernement de Côte d'Ivoire pour avoir accepté d'abriter les Assemblées annuelles 2010 du Groupe de la Banque africaine de développement.

J'adresse également mes sincères félicitations au Président Kaberuka pour sa réélection. M. le Président, votre candidature a reçu le soutien sans réserve des Pays-Bas en 2005, et aujourd'hui encore vous avez tout notre soutien. M. Kaberuka, je suis heureux de noter que durant votre premier mandat en qualité de président, la BAD a enregistré, comme il fallait s'y attendre, beaucoup de succès. Sa réponse efficace face à la récente crise financière et économique et les résultats positifs de l'examen à mi-parcours du Fonds africain de développement en sont l'une et l'autre des preuves éloquents. Je suis convaincu qu'avec l'appui des pays membres, vous remporterez encore davantage de succès à la Banque pour l'accomplissement de son importante mission de développement.

Les Assemblées annuelles de l'an dernier à Dakar ont été dominées par la crise mondiale. Il nous fallait à l'évidence envisager des mesures à court terme pour limiter son impact, en particulier en Afrique. L'Afrique, qui n'a aucune responsabilité dans la crise, a néanmoins été durement touchée par celle-ci.

Toutefois, il était également naturel que nous allions aussi nous attaquer aux problèmes existants de longue date que la crise a rendus encore plus complexes, notamment le changement climatique, les pénuries alimentaires et les capitaux propres. Il est apparu clairement que le Groupe de la Banque – à savoir la Banque et le Fonds – ont un rôle majeur à jouer dans ce processus.

Comme il est apparu clairement lors de l'examen à mi-parcours du FAD à Helsinki en octobre 2009, la BAD a fait preuve de souplesse pour répondre efficacement aux effets de la crise économique, en particulier dans les pays les plus pauvres du continent. La mise à disposition de ressources en amont, la restructuration du portefeuille et l'accélération des procédures d'approbation se sont révélées des moyens efficaces permettant à la Banque et au Fonds de jouer le rôle que l'on attend d'eux.

Compte tenu des besoins en capitaux qui existent clairement, notamment ceux des pays les plus pauvres du continent et au vu des résultats enregistrés au titre du FAD-11, les Pays-Bas sont convaincus qu'une reconstitution des ressources s'impose. Je suis persuadé que les négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-12, qui ont atteint un stade avancé, s'achèveront en septembre cette année, à la satisfaction de toutes les parties.

Les travaux préparatoires de la sixième augmentation générale du capital de la BAD (AGC-6) autorisée lors des Assemblées annuelles de l'an dernier se sont achevés, peu avant la réunion en cours. Le dossier présenté par la Banque est un argument convaincant en faveur de cette augmentation. Il définit clairement le rôle que la BAD peut et doit jouer dans le développement du continent africain. Les Pays-Bas sont donc satisfaits des résultats de ces travaux, qui permettront à la Banque de continuer à jouer pleinement son rôle dans les années à venir.

Ces dernières années, la Banque a défini les bonnes priorités stratégiques. L'infrastructure, l'intégration régionale, la bonne gouvernance et les États fragiles constituent des thèmes sur lesquels l'institution a montré qu'elle peut apporter une valeur ajoutée et qui, pour mon gouvernement, doivent également recevoir une attention particulière et prioritaire. J'exhorte donc la Banque, à la fois maintenant et après la finalisation de l'augmentation du capital et de la reconstitution de ressources, à maintenir le cap, à poursuivre ses priorités et, si possible, à les approfondir davantage.

D'autres problèmes d'envergure mondiale existent, qui sont également d'une importance capitale pour l'Afrique. Sur ces questions aussi, la Banque doit jouer un rôle majeur, mais à plus long terme. J'ai déjà évoqué le changement climatique et l'utilisation des énergies renouvelables. Sur toutes ces questions, il est essentiel de rechercher une division claire du travail avec d'autres organismes de développement, en particulier la Banque mondiale.

Dans le cadre de la préparation du FAD-XII et de l'AGC-6, la Banque a montré qu'elle est consciente de la nécessité d'aller plus loin dans la voie des réformes, afin d'être plus efficace et plus efficiente. Outre la gestion des risques et la gestion axée sur les résultats, je pense ici en particulier à l'évolution de la Banque vers la décentralisation. En facilitant la mise en place de bureaux extérieurs dans différents pays, la décentralisation permet à la Banque de se rapprocher de ses clients, de conseiller les autorités sur la conception des activités et des programmes, et, si nécessaire d'y contribuer activement. Ces bureaux devraient également jouer un rôle dans le dialogue politique avec les gouvernements. (À cet égard, il faudra nécessairement des effectifs suffisants et une répartition claire des compétences entre le siège et les bureaux extérieurs). Outre les contacts avec les gouvernements, il importe que les bureaux extérieurs établissent de bonnes relations avec la société civile dans les pays hôtes.

Je suis pleinement confiant que la BAD intensifiera ses efforts visant à renforcer son organisation, là où la nécessité s'impose. Une telle évolution permettra à l'institution d'être encore mieux placée, surtout après la conclusion efficace de l'AGC-6 et des négociations du FAD-XII, et de continuer, sous la houlette constante de son président, à accomplir sa mission vitale pour le continent africain.

Je vous remercie